



CHRISTIAN ECKERT
SECRETAIRE D'ÉTAT AU BUDGET

Communiqué de presse

Communiqué de presse

www.economie.gouv.fr

Paris, le 9 février 2016
N°636

SITUATION MENSUELLE BUDGÉTAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2015

Solde Le solde budgétaire de l'État au 31 décembre 2015 s'établit à -70,5 Md€ contre -85,6 Md€ à fin décembre 2014, soit une amélioration de 15,0 Md€¹.

Ce déficit budgétaire est conforme aux résultats provisoires communiqués le 14 janvier et est donc amélioré de 3,9 Md€ par rapport à la loi de finances initiale pour 2015 (74,4 Md€) et de 2,8 Md€ par rapport à la prévision de la loi de finances rectificative pour 2015 (73,3 Md€).

Dépenses A fin décembre 2015, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes, y compris fonds de concours rattachés) atteignent 371,8 Md€ contre 377,7 Md€ à fin décembre 2014.

Sur le champ de la norme de dépenses hors charge de la dette et pensions, les dépenses s'élèvent à 283,9 Md€. Elles sont en baisse de 1,4 Md€ à format constant par rapport à l'exécution 2014, après une baisse de 3,3 Md€ entre 2013 et 2014.

Sur le champ plus large de la norme en volume, qui prend en compte la charge de la dette et les pensions, la baisse, plus importante, est de 1,8 Md€ à périmètre constant par rapport à l'exécution 2014.

La charge de la dette est en baisse significative par rapport à 2014 (-1,0 Md€), compte tenu notamment du faible niveau des taux d'intérêt.

¹ L'écart entre les soldes 2014 et 2015 est calculé sur les chiffres non arrondis, ce qui explique qu'il diffère légèrement de l'écart des arrondis.



Recettes Au 31 décembre 2015, les recettes (recettes fiscales et non fiscales) du budget général, hors recettes de fonds de concours, s'établissent à 294,5 Md€ (299,7 Md€ y compris fonds de concours), en amélioration de 6,3 Md€ par rapport à la fin décembre 2014.

Le produit des recettes fiscales nettes à fin décembre 2015 s'établit à 280,1 Md€, en hausse de 5,8 Md€ par rapport à fin décembre 2014.

Le produit de la taxe sur la valeur ajoutée est en hausse de 2,5 % par rapport à fin décembre 2014. La diminution de l'impôt sur les sociétés s'explique principalement par la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Enfin, l'augmentation de 3,5 Md€ des autres recettes fiscales par rapport à décembre 2014 est notamment liée au dynamisme des recettes perçues dans le cadre du traitement des avoirs dissimulés à l'étranger (STDR) et aux recettes assises sur les successions (droits de mutation à titre gratuit).

Le produit des recettes non fiscales à fin décembre 2015 s'établit à 14,4 Md€, en progression de 0,5 Md€ par rapport au niveau constaté à fin décembre 2014.

Les recettes sont en amélioration de 1,2 Md€ par rapport à la loi de finances initiale en raison notamment des recettes assises sur les successions et les donations soutenues en particulier par le produit des recettes issues du STDR.

Comptes spéciaux Le solde des comptes spéciaux s'établit à +1,6 Md€ à fin décembre 2015 contre +0,2 Md€ à fin décembre 2014.

Contact presse :

Cabinet de Christian Eckert : 01 53 18 45 04

La situation du budget de l'État

Au 31 décembre 2015

Adresses Internet : <http://www.economie.gouv.fr/situation-mensuelle-budgetaire-au-31-decembre-2015>

Ou : <http://www.performance-publique.budget.gouv.fr/ressources-documentaires/documentation-budgetaire/la-situation-mensuelle-du-budget-de-letat.html>

Solde Le solde général d'exécution au 31 décembre 2015 s'établit à -70,5 Md€ contre -85,6 Md€ à fin décembre 2014.

Dépenses A fin décembre 2015, les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes, nettes des remboursements et dégrèvements) atteignent 371,8 Md€ contre 377,7 Md€ au 31 décembre 2014.

Recettes Au 31 décembre 2015, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 299,7 Md€ contre 291,9 Md€ à fin décembre 2014, soit une hausse de 2,6 %.

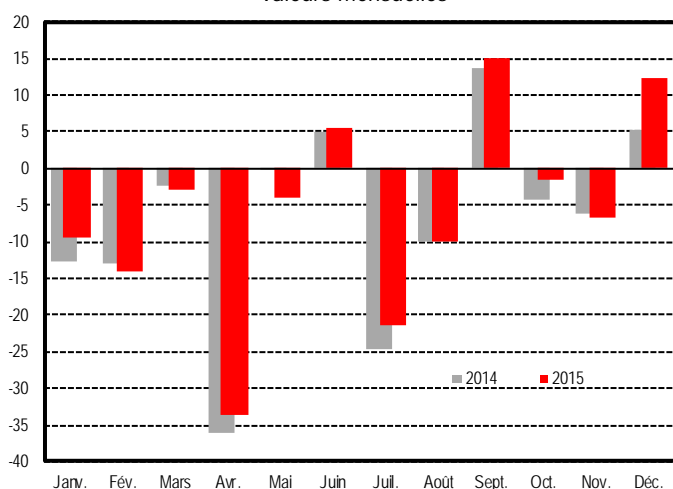
NB : les données de l'exécution à fin 2015 présentent la situation provisoire arrêtée le 12 janvier 2016. Les résultats définitifs seront connus courant mars 2015 et détaillés dans le projet de loi de règlement.

Solde (hors FMI)

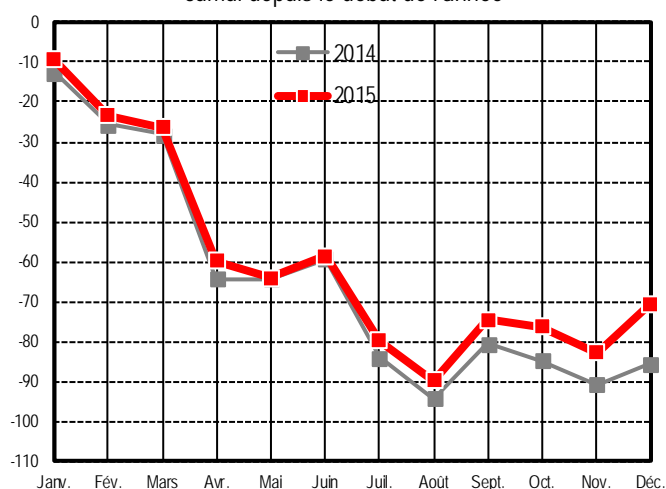
en millions d'euros	2013	2014	Niveau à la fin décembre			Décembre 15 / décembre 14
			2013	2014	2015	
Solde du budget général	-75 429	-85 710	-75 429	-85 710	-72 148	
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	376 669	377 656	376 669	377 656	371 804	-1,5%
Recettes (nettes des remboursements et dégrèvements)	301 240	291 946	301 240	291 946	299 656	2,6%
Solde des comptes spéciaux	561	155	561	155	1 624	
dont avances aux collectivités territoriales	-375	838	-375	838	74	
Solde général d'exécution	-74 868	-85 555	-74 868	-85 555	-70 524	

Solde d'exécution (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



cumul depuis le début de l'année



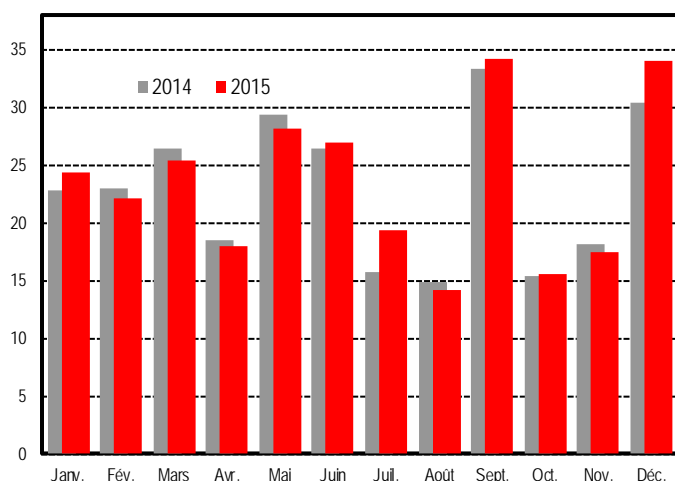
Recettes (nettes des remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	LFR 2015	Niveau à la fin décembre		Variations à la fin décembre	
	2014	2015	2014	2015	2015/2014 Périmètre courant	2015/2014 Périmètre constant
Recettes fiscales - nettes ⁽¹⁾	274 307	278 658	274 307	280 132	2,1%	1,5%
Impôt sur le revenu – net ⁽²⁾	69 224	69 511	69 224	69 327	0,1%	0,1%
Impôt sur les sociétés – net ^{(1) (3)}	35 328	33 455	35 328	33 548	-5,0%	-5,0%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	13 225	13 905	13 225	13 774	4,2%	4,2%
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – nette ⁽¹⁾	138 352	141 714	138 352	141 786	2,5%	1,3%
Autres recettes fiscales – nettes ⁽¹⁾	18 178	20 174	18 178	21 697	19,4%	19,3%
Recettes non fiscales	13 949	14 736	13 949	14 411	3,3%	3,3%
Recettes du budget général (hors fonds de concours)	288 256	293 394	288 256	294 543	2,2%	1,6%
Fonds de concours	3 690	4 825	3 690	5 113	n.s.	n.s.
Recettes du budget général (yc fonds de concours)	291 946	298 219	291 946	299 656	2,6%	2,1%

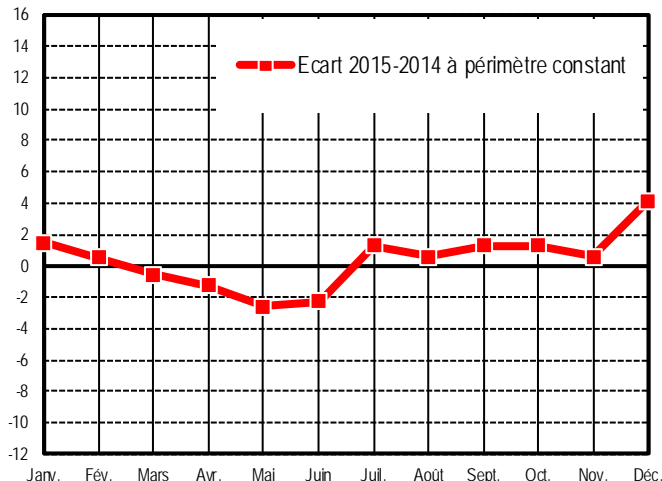
(1) Recettes nettes des remboursements et des dégrèvements; (2) Recettes d'impôt sur le revenu nettes des remboursements et des dégrèvements dont ceux relatifs à la prime pour l'emploi; (3) Hors CSB

Recettes fiscales nettes (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles

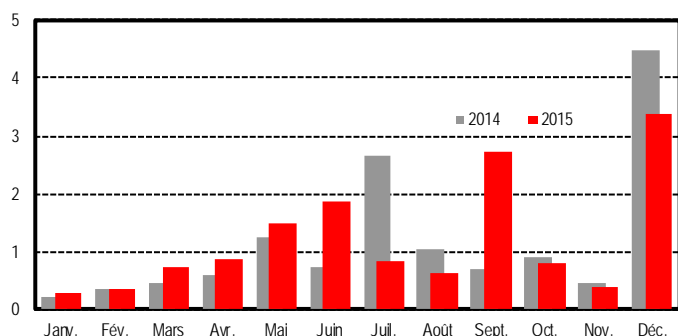


écart 2015-2014 (cumul depuis le début de l'année)

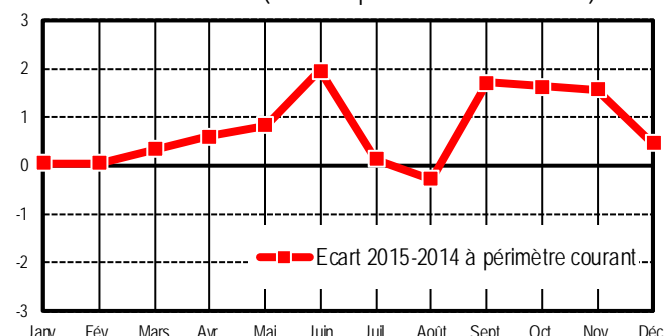


Recettes non fiscales (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2015-2014 (cumul depuis le début de l'année)



Avertissement : les pourcentages d'évolution ne sont pas significatifs lorsque le nombre figurant au dénominateur est petit et, de ce fait, ne sont pas affichés (mention « ns »).

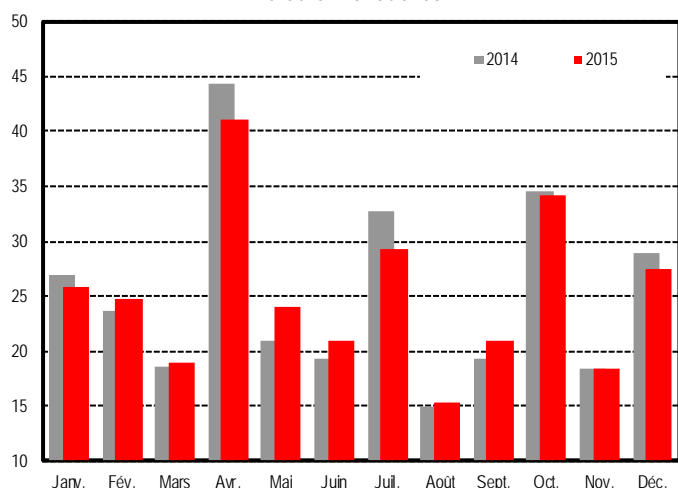
Dépenses (hors remboursements & dégrèvements)

en millions d'euros	Exécution	Niveau à la fin décembre		Variations à la fin décembre	
	2014	2014	2015	Périmètre courant	Périmètre constant
Dotation des pouvoirs publics	990	990	988	-0,2%	-0,2%
Dépenses de personnel	120 765	120 765	121 569	0,7%	0,7%
Dépenses de fonctionnement ⁽¹⁾	52 756	52 756	51 605	-2,2%	-2,1%
Charges de la dette de l'État	43 159	43 159	42 136	-2,4%	-2,4%
Dépenses d'investissement	11 123	11 123	10 852	-2,4%	-2,4%
Dépenses d'intervention	69 560	69 560	73 618	5,8%	-5,0%
Dépenses d'opérations financières	4 529	4 529	806	n.s.	n.s.
Dépenses du budget général ^{(1) (2)}	302 883	302 883	301 574	-0,4%	-3,0%
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales	54 426	54 426	50 528	-7,2%	-7,1%
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	20 347	20 347	19 702	-3,2%	-3,2%
Prélèvements sur recettes	74 774	74 774	70 230	-6,1%	-6,1%
Dépenses (budget général et prélèvements sur recettes)	377 656	377 656	371 804	-1,5%	-3,6%

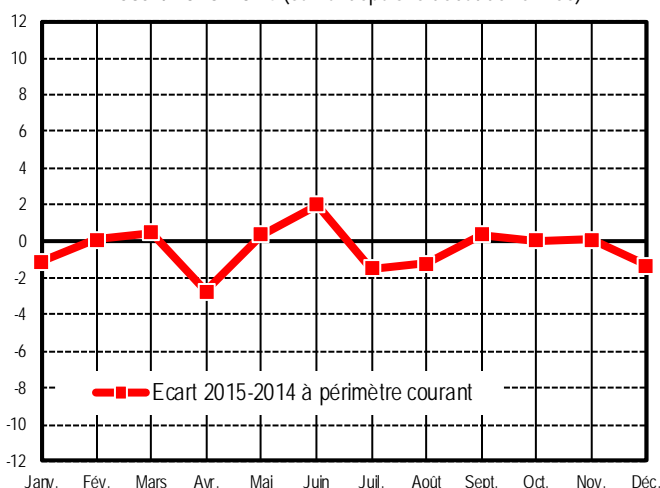
(1) Y compris dotation au mécanisme européen de stabilité (MES) (2) Y compris dépenses des Programmes d'investissements d'avenir (PIA)

Dépenses du budget général (en milliards d'euros)

valeurs mensuelles



écart 2015-2014 (cumul depuis le début de l'année)



Lois de finances – exécution (hors FMI)

en millions d'euros	2013			2014			2015	
	LFI	LFR	EXE	LFI	LFR2	EXE ⁽⁵⁾	LFI	LFR
Dépenses	378 768	376 814	376 669	383 635	379 475	377 656	371 491	372 827
Prélèvements sur recettes	76 128	78 121	78 021	74 417	74 678	74 774	71 471	70 434
Dépenses du budget général ^{(1) (2)}	302 640	298 693	298 648	309 218	304 797	302 883	300 020	302 393
- dont dépenses financées hors fonds de concours	299 320	295 374	295 126	305 312	300 891	299 192	296 095	297 568
Recettes	316 145	304 703	301 240	302 077	290 463	291 946	297 250	298 320
Recettes fiscales nettes ⁽³⁾	298 616	287 500	284 005	284 354	272 367	274 307	279 091	278 759
Recettes non fiscales	14 209	13 883	13 713	13 817	14 191	13 949	14 234	14 736
Fonds de concours	3 320	3 320	3 522	3 906	3 906	3 690	3 925	4 825
Solde des comptes spéciaux ⁽⁴⁾	307	-34	561	-1 025	44	155	-187	1 167
Dont avances aux collectivités territoriales	737	531	-375	400	1 065	838	-216	504
Solde général d'exécution (hors budgets annexes) ⁽⁴⁾	-62 317	-72 147	-74 868	-82 583	-88 967	-85 555	-74 428	-73 339
Pour mémoire : remboursements et dégrèvements	96 163	87 946	86 215	102 056	96 255	96 131	99 475	101 789

(1) hors remboursements et dégrèvements (2) le montant des dépenses financées par les fonds de concours est égal, par convention, à celui des recettes encaissées à ce titre

(3) nettes des remboursements et dégrèvements (4) hors FMI (5) Données définitives de l'exécution 2014